



5 mars 2021

(21-1840)

Page: 1/2

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE
DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

ROYAUME-UNI: ORDONNANCE DE 2004 SUR LA RÉFORME
DE LA RÉGLEMENTATION (BREVETS)

Membre présentant la notification	ROYAUME-UNI
--	-------------

Précisions sur le texte juridique notifié

Intitulé	Ordonnance de 2004 sur la réforme de la réglementation (brevets)
Objet	Brevets (y compris la protection des obtentions végétales)
Nature de la notification	<input checked="" type="checkbox"/> Principales lois ou réglementations consacrées à la propriété intellectuelle <input type="checkbox"/> Autres lois ou réglementations
Lien vers le texte juridique*	https://ip-documents.info/2021/IP/GBR/21_1461_00_e.pdf
Situation de la notification	<input type="checkbox"/> Première notification <input checked="" type="checkbox"/> Modification ou révision du texte juridique notifié <input type="checkbox"/> Remplacement ou consolidation du (des) texte(s) juridique(s) notifié(s)
Références des notifications précédentes	IP/N/1/GBR/P/1
Brève description du texte juridique notifié	
Cette ordonnance modifie la Loi de 1977 sur les brevets (chapitre 37) (la "Loi") pour lui permettre d'être administrée conformément au Traité sur le droit des brevets (qui a été adopté à Genève le 1 ^{er} juin 2000).	
Langue(s) du texte juridique notifié	Anglais

Entrée en vigueur	1 ^{er} janvier 2005 https://www.legislation.gov.uk/uksi/2004/2357/note/made
Autre date	

Précisions sur la notification

Date de présentation de la notification	8 février 2021
Autres renseignements	https://www.legislation.gov.uk/uksi/2004/2357/article/1/made
Organisme ou autorité responsable	UK Intellectual Property Office Concept House Cardiff Road Newport South Wales NP10 8QQ Royaume-Uni information@ipo.gov.uk 0300 300 2000 Depuis un autre pays que le Royaume-Uni: +44 (0)1633 814000

* Des liens sont fournis vers les textes des lois et des règlements notifiés au titre de l'Accord sur les ADPIC sous la forme utilisée par le Membre concerné; le Secrétariat de l'OMC ne valide pas leur contenu ni ne le révisé.